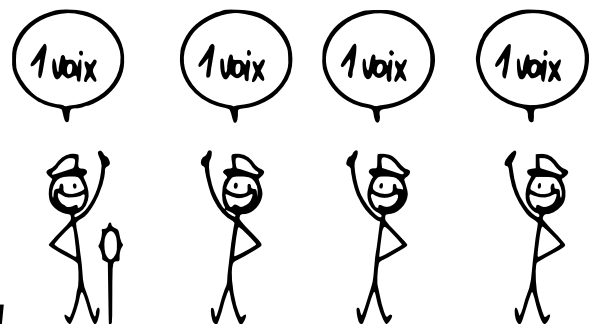


La crise actuelle de développement, avec en France plus de cinq millions de salariés privés d'emploi, cause des ravages humains, financiers, environnementaux et sociaux. Le temps est venu de penser radicalement différemment le développement de notre société moderne.

Les expériences de réappropriation sociale sous forme de coopératives montrent une voie possible. La maîtrise de l'activité par les salariés aboutit à des productions de meilleure qualité, avec moins de déchets, plus respectueuses de l'environnement, plus conformes à l'intérêt général !



## La démocratie dans l'entreprise, ça marche !

**L'exemple des coopératives (SCOP, SCIC) :** le taux de pérennité à 5 ans des Scop est égal à 64 % contre 50 % pour l'ensemble des entreprises françaises. En 2014, 40 % des excédents nets des SCOP ont été distribués aux salariés sous forme de participation, 49 % ont été mis en réserve, 11 % ont rémunéré le capital investi dans les coopératives. A comparer aux 85% des excédents nets versés aux actionnaires en 2015 par les entreprises du CAC40...

**RÉUNION-DÉBAT**

**Des entreprises sans patron ?**  
**C'est possible !**  
(et ça marche)

**quand ?**

**Mercredi 30 mars 2016, à 20 h**

**où ?**

**Salle de la Casemate**

1 place Saint Laurent, **Grenoble**

Tram ligne B, arrêt Notre-Dame Musée

**qui ?**

**Benoît BORRITS**, militant **Ensemble!** et animateur de l'association **Autogestion**.

Journaliste et chercheur indépendant, il est également auteur du livre "*Coopératives contre capitalisme*" (Editions Syllepse).

**Henri SOLER**, coopérative **Scop-TI** (ex-Fralib).

En 2015, après cinq ans de lutte les Fralib sont parvenus à remettre en marche la production de thé et d'infusion dans leur usine de Gémenos (Bouches-du-Rhône) sans patron, sous la forme d'une coopérative. En refusant de se laisser déposséder de leurs savoir-faire, en préservant leur outil de travail, en exigeant de faire des produits de qualité (production bio, circuits courts), les travailleurs de la nouvelle Scop-TI ont su développer un projet alternatif respectant paysans, salariés, consommateurs et environnement. Leur marque "1336" fait référence au nombre de jours qu'a duré leur lutte.

**Christophe CHEVALIER**, délégué syndical **CGT Ecopla**.

À Saint-Vincent de Mercuze (Grésivaudan), les salariés d'Ecopla France envisagent de suivre le même chemin que les Fralib alors que leur entreprise est placée en redressement judiciaire.

**Renaud METEREAU**, chercheur **CREG/UGA** sur le mouvement coopératif au Nicaragua.

